

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ville de Courbevoie

**Mairie de Courbevoie
Hôtel de Ville
92401 COURBEVOIE cedex**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 18S0031

établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du CCAG Prestations intellectuelles, relatif à :

**Maîtrise d'oeuvre d'exécution pour la modernisation de l'axe
commerçant de l'avenue Marceau**

Procédure adaptée en application des articles 27 et 90-I du Décret relatif aux Marchés Publics.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat et intervenants	3
1-1-Objet du contrat	3
1-2-Intervenants	3
Article 2 - Décomposition du contrat	4
2-1-Allotissement	4
2-2-Forme du marché	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre.....	4
3-3-Réparation des dommages	5
3-4-Assurances	5
3-5-Autres obligations	5
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	6
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	6
4-2-Exécution complémentaire	7
Article 5 - Prix et règlement	7
5-1-Contenu des prix	7
5-2-Variation des prix.....	7
5-3-Modalités de règlement	8
5-4-Périodicité des paiements	9
5-5-Avance	10
5-6-Sûretés	10
Article 6 - Rémunération du maître d'œuvre	10
6-1-Rémunération des éléments	10
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations	11
7-1-Lieu d'exécution.....	11
7-2-Ordres de service	12
7-3-Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail	12
7-4-Suivi de l'exécution des travaux	12
7-5-Arrêt de l'exécution des prestations	12
7-6-Achèvement de la mission.....	12
7-7-Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers	13
7-8-Utilisation des résultats.....	13
Article 10 – Pénalités de retard	14
10-1-Pénalités de retard pour la phase études.....	15
10-2-Pénalités de retard pour la phase travaux.....	15
Article 11 - Résiliation.....	17
Article 12 - Litiges et différends	17
Article 13 - Dérogations aux documents généraux	17

Article 1 - Objet du contrat et intervenants

1-1-Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Maîtrise d'oeuvre d'exécution pour l'opération de modernisation de l'axe commerçant de l'avenue Marceau.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993) en ce qui concerne le CSPS.

Eléments de mission objets du présent contrat

Le présent marché est soumis à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP), au décret d'application n°93.1268 du 29 novembre 1993 portant application du 1 de l'article 18 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et à l'arrêté du 21 décembre 1993 sur les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont les suivants :

- Examen de conformité-visa (VISA);
- Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET);
- Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC) ;
- Assistance lors des opérations de réception (AOR).

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe III de l'arrêté du 21 Décembre 1993 et précisé dans l'annexe unique du présent CCAP.

1-2-Intervenants

1-2-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître de l'ouvrage.

1-2-2-Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1-2-3-Ordonnancement, pilotage, coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) est confiée au maître d'oeuvre.

1-2-4-Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au Maître d'œuvre.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Conformément à l'article 12 du décret 2016-360, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2-2-Forme du marché

Le marché est divisé en 4 phases définies comme suit :

N° de la phase	Eléments de mission confiée au maître d'oeuvre	Acronyme
1	EXAMEN DE CONFORMITE VISA	VISA
2	ORDONNANCEMENT - PILOTAGE - COORDINATION	OPC
3	DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX	DET
4	ASSISTANCE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION	AOR

Article 3 - Généralités

Lorsqu'il remet une offre, le titulaire renonce à l'application de ses conditions, quel que soit le support sur lequel elles figurent, pour se soumettre pleinement et uniquement aux clauses administratives et techniques particulières de l'Acheteur figurant au présent CCAP et dans le CCTP-Programme.

3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- l'acte d'engagement et son éventuelle relative à la sous-traitance ;
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) – Programme
- les plans et les pièces techniques fournies dans le dossier de consultation des entreprises;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 16 Septembre 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire (comprenant le Mémoire technique, ses annexes éventuelles et tous les éléments techniques remis lors des éventuelles négociations).

3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

3-3-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-4-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de modification :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG PI).

3-5-2-Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en oeuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

4-1-1-Durée du marché

Le marché public prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement et ce, jusqu'à l'exécution des travaux qui y sont associés.

Après expiration du marché ou résiliation, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou des règlements qui resteraient à effectuer.

La date prévisionnelle de début des travaux (préparation incluse) est estimée à : **juin 2018**.

La date prévisionnelle de fin des travaux est estimée à : **novembre 2018**.

4-2-1-Délais d'exécution

Le délai d'exécution global est de **5 mois** sans compter la période de garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la réception des travaux.

Le phasage et les durées des phases seront les suivants :

MISSIONS CONFIEES AU MAITRE D'OEUVRE		
N° de la phase	Eléments de mission	Délai d'exécution
1	VISA	1 mois <i>à compter de la notification des marchés de travaux.</i>
2	DET	5 mois <i>à compter du démarrage des travaux</i>
3	OPC	5 mois <i>à compter du démarrage des travaux</i>
4	AOR	3 semaines <i>Avant la date prévisionnelle de réception de l'ouvrage jusqu'à la date fixée pour la réception</i>

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article 30 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les prestations pourront donner lieu à une modification du marché (article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ou à des prestations similaires (article 30 du décret relatif aux marchés publics), dans les conditions prévues par les textes.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et toutes sujétions particulières.

5-2-Variation des prix

Le prix du marché est ferme actualisable pour tenir compte des variations économiques survenues entre la date de fixation de ce prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation consiste à réinitialiser le prix qui a été fixé dans le marché, lorsqu'un délai de plus de trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat retenu avait fixé son prix dans l'offre et la date du début d'exécution des prestations. L'actualisation transforme le prix ferme initial en un nouveau prix ferme.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient comportant trois décimales qui est arrondi au millième supérieur et obtenu grâce à la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ING (n-3) / ING (o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix actualisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- ING (n-3) est la valeur de l'index 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux.
- ING (o) est la valeur de l'index de référence correspondant au mois M(o).

L'index utilisé est le suivant:

Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 – Identifiant 001711010

L'index est publié sur le site de l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le maître d'oeuvre remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque modification ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5-4-Périodicité des paiements

Définition du VISA

Les prestations incluses dans l'élément ci-dessus feront l'objet d'un règlement sur production :

- des documents d'étude, plans d'exécution et plans de synthèse par les entreprises : **50,00 %** de la valeur de l'élément de mission.
- du VISA produit par le Maître d'œuvre : **50%** de la valeur de l'élément de mission.

Direction de travaux - DET

Les prestations sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : **90,00 %** ;
- à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : **10,00 %**

Ordonnancement, pilotage et coordination - OPC

Les prestations sont réglées comme suit :

- 1 - A l'issue de la période de préparation des travaux (dépouillement du devis descriptif et des plans, analyse des tâches, organigramme général du chantier) : **25,00 %** de la valeur de l'élément de mission.
- 2 - A l'issue de l'ordonnancement de l'ensemble des travaux (mise au point du calendrier, mise en ordre des interventions des entreprises, affectation des durées élémentaires, mise au point des calendriers de détail, élaboration du chantier) : **35,00 %** de la valeur de l'élément de mission.
- 3 - Pendant le déroulement des travaux (réunions de coordination, contrôle périodique de l'avancement) : **30,00 %** de la valeur de l'élément de mission (répartis mensuellement sur la durée des travaux).
- 4 - A l'achèvement du chantier (réception, démontage et repliement du chantier) : **10,00 %**

Assistance aux opérations de réception - AOR

Les prestations sont réglées comme suit :

- 1 - A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : **25,00 %** de la valeur de l'élément de mission;
- 2 - A la remise du dossier des ouvrages exécutés : **40,00 %** de la valeur de l'élément de mission ;
- 3 - A l'achèvement des levées de réserves : **25,00 %** de la valeur de l'élément de mission ;
- 4 - A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : **10,00 %** de la valeur de l'élément de mission.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance, les conditions requises par l'article 110 du décret relatif aux marchés publics.

5-6-Sûretés

Sans objet.

Article 6 - Rémunération du maître d'œuvre

6-1-Rémunération des éléments

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 5.4 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG PI, le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est établi à partir du projet de décompte périodique, sur l'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.

d. Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent;

2° L'incidence de la TVA;

3° Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 10 du présent CCAP ;

4° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, et 4 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG PI, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus;
- b. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application de l'article 11 du présent CCAP;
- c. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage;
- c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur;
- d. L'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus;
- e. L'incidence de la TVA;
- f. L'état du solde à verser au titulaire; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci dessus;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

7-1-Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : axe commerçant de l'avenue Marceau entre l'avenue de la République et la rue Eugène Caron.

Le périmètre comprend :

- le carrefour de l'avenue Marceau avec la rue Gaultier et l'avenue de la République,
- l'avenue Marceau du carrefour avec l'avenue de la République à la rue Eugène Caron,
- les amorces des rues Barbès et Lyautey.

7-2-Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission Direction de l'exécution des travaux (DET) le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés et adressés dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'oeuvre ne peut notifier des ordres de service **sans en alerter le pouvoir adjudicateur**, pour les cas suivants :

- à la notification de la date de commencement des travaux
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage,
- à la notification d'une quelconque prolongation de délai.

Les ordres de service dont copie doit être remise au maître de l'ouvrage sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

7-3-Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'oeuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

7-4-Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.1 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'oeuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

7-5-Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques sans indemnité pour le reste de la mission non exécutée. Les éléments de mission telles que définis à l'article 1.1 du présent CCAP sont des parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG PI.

7-6-Achèvement de la mission

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 2° alinéa du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'oeuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

7-7-Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers

Le maître d'oeuvre met en oeuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L. 4121-2 du Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'oeuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre, sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement,...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

1/ Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'oeuvre pour ses différentes réunions.

2/ Obligations du maître d'oeuvre

- Le maître d'oeuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- * tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- * tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- * la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- * le calendrier détaillé d'exécution.

- Le maître d'oeuvre informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

- Le maître d'oeuvre s'engage à :

- * fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission;
- * respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'oeuvre et qui sera annexé au présent CCAP.

- Le maître d'oeuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

- Le maître d'oeuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S.

- Le maître d'oeuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.

Le maître d'oeuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

7-8-Utilisation des résultats

Sans objet.

Article 8 - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

L'utilisation du courrier électronique, du support physique électronique (CD-Rom, clé usb) sont autorisées pendant l'exécution des prestations.

L'utilisation de services distants d'envoi de fichiers est autorisée sous réserve que le service choisi permette d'assurer la confidentialité de l'échange des informations.

Article 9 – Réception des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'oeuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

N° de la phase	Eléments de mission	Type de support	Nombre d'exemplaires
1	VISA	PAPIER CD ROM ou support USB	1 CD ou support USB et 3 supports papier
2	DET	PAPIER CD ROM ou support USB	1 CD ou support USB et 3 supports papier
3	OPC	PAPIER CD ROM ou support USB	1 CD ou support USB et 3 supports papier
4	AOR	PAPIER CD ROM ou support USB	1 CD ou support USB et 3 supports papier

En application de l'article 26, dernier alinéa du CCAG PI, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un **délai de 2 mois**.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 alinéa 3 du CCAG PI (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'oeuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Article 10 – Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.4 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, les pénalités forfaitaires suivantes :

10-1-Pénalités de retard pour la phase études

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés à l'article 4-2-1 du présent CCAP. En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

Objet	Pénalités
VISA (examen de conformité – visa)	1/300ème
DET (direction de l'exécution des contrats de travaux)	1/300ème
OPC (Ordonnance Pilotage Coordination)	1/300ème
AOR (assistance lors opérations de réception)	1/300ème

10-2-Pénalités de retard pour la phase travaux

10-2-1-Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'oeuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'oeuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à **10 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Erreur récurrente (2 fois de suite) sur la présentation des états d'acompte du mandataire, sur la vérification des états d'acompte des co-traitants, des entreprises de travaux : **500 € HT** par état d'acompte faux.

a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, une pénalité dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est égal à **1/300^{ème} net de taxe du montant de base du décompte mensuel**.

b) Pénalités encourues du fait de l'inobservation de l'obligation pour le maître d'oeuvre d'informer le pouvoir adjudicateur de la date de réception de la demande de paiement de l'entreprise

Des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes :

Pénalité forfaitaire de **500 € net de taxe** par manquement, sans mise en demeure préalable.

c) Réalisation des prestations aux frais du maître d'oeuvre défaillant

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

10-2-2-Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'oeuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à **10 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

De plus, le maître d'oeuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Erreur récurrente (2 fois de suite) sur la présentation des états d'acompte du mandataire, sur la vérification des états d'acompte des co-traitants, des entreprises de travaux ...: **500 € HT net de taxe** par état d'acompte faux

a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **1/300^{ème} net de taxe du montant de base du décompte final**.

b) Pénalités encourues du fait de l'inobservation de l'obligation pour le maître d'oeuvre d'informer le pouvoir adjudicateur de la date de réception de la demande de paiement de l'entreprise

Des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes :

Pénalité forfaitaire de **500 € net de taxe** par manquement, sans mise en demeure préalable.

c) Réalisation des prestations aux frais du maître d'oeuvre défaillant

Le pouvoir adjudicateur contractante se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

10-2-3-Instruction des mémoires de réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est **d'un mois** à compter de la date de réception par le maître d'oeuvre du mémoire de réclamation. En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'oeuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **300.00 € net de taxe**.

10-2-4- Pénalités relatives au suivi des levées de réserve

- Suite à réception des travaux (dans le délai indiqué dans le CCAP travaux)

1 000 € net de taxe par compte-rendu non fourni.

- Dans le délai de garantie de parfait achèvement

1 000 € net de taxe par compte-rendu non fourni.

Article 11 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG PI.

Article 12 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 3-1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 10 déroge aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG-PI.

Annexe unique : définition des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés au titulaire dans le cadre du présent marché
--

1) VISA

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'oeuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'oeuvre. Le cas échéant, le maître d'oeuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

2) DIRECTION DE L'EXECUTION

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux qui a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne comportent ni erreur ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décompte mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acompte, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

3) ORDONNANCEMENT-PILOTAGE-COORDINATION

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier qui ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de présider le collège inter-entreprises d'hygiène et de sécurité ;
- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

4) ASSISTANCE APPORTEE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;

- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de recollement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en oeuvre.

Ne sont pas compris dans les éléments de mission mentionnés ci-dessus des éléments de mission complémentaires d'assistance et notamment :

- l'assistance au maître de l'ouvrage pour mettre en oeuvre la consultation et l'information des usagers ou du public;
- la coordination ou la participation à la coordination des actions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d'oeuvre, lorsqu'elle est nécessaire en supplément de la mission d'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier ;
- les évaluations environnementales des différentes variantes envisagées, la proposition sur la variante retenue des mesures propres à réduire les impacts du projet sur l'environnement ;
- l'établissement de dossiers complémentaires, autres que ceux qui l'ont été au stade des études d'avant-projet, notamment l'étude d'impact, exigés pour autoriser la réalisation de l'ouvrage, et l'assistance au maître de l'ouvrage pour la présentation de ces dossiers ;
- l'établissement, pendant les études et/ou la période de préparation des travaux, en concertation avec le maître de l'ouvrage et les différents intervenants concernés, du schéma directeur de la qualité ;
- la vérification des notes de calcul de l'entrepreneur et la vérification lorsque le maître d'oeuvre n'est pas chargé de la direction du ou des contrats de travaux, que les documents d'exécution établis par le ou les entrepreneurs ne comportent pas d'erreur décelable par un homme de l'art ;
- le suivi particulier de la mise en oeuvre de certains éléments d'ouvrages nécessitant une présence permanente, et la tenue d'un journal de chantier ;
- la détermination des coûts d'exploitation et de maintenance, la justification des choix architecturaux et techniques par l'analyse du coût global de l'ouvrage en proposant, éventuellement, la mise en place d'un système de gestion ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage pour l'insertion des arts plastiques dans l'opération ;
- l'établissement des spécifications techniques des marchés de travaux topographiques et de reconnaissance géologique et géotechnique ;
- la réalisation d'un bilan environnemental du projet ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de mise en service ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage par des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers.

Lorsque ces missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître de l'ouvrage au maître d'oeuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération.